

TRANSPORT AÉRIEN ET MARITIME

L'ouverture au privé devra encore attendre

L'ouverture du transport aérien et maritime aux compagnies privées n'est pas à l'ordre du jour et l'«expérience» Khalifa semble être derrière cette prudence des pouvoirs publics.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «L'expérience Khalifa n'est pas encore traitée et tant qu'elle ne l'aura pas été, nous préférons attendre pour dépasser cette situation. Il y a une adhésion générale autour de cette attitude, aussi bien pour le transport aérien que maritime». C'est ce qu'a affirmé le ministre des Transports dans une interview hier, au quotidien électronique TSA.

Amar Tou pour qui l'octroi d'agrément à de nouvelles compagnies privées ne dépend pas de lui, pense qu'il faut, au préalable, mettre de l'ordre à Air Algérie et à la Cnan pour songer à la réouverture du transport aérien et maritime au privé, ce qui, dira-t-il, «est en train de se faire».

Au sujet justement de la Cnan, il s'agit, présentement, pour le ministre, de la «recréer», ce qui constitue la «préoccupation» du département des transports, avec, soulignera-t-il, un financement bonifié concédé à cette compagnie à l'effet d'acquiescer un certain nombre de bateaux aussi bien pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises. Ce qui permettra d'autoriser à nouveau le transport maritime domestique dont, l'expérience, par le passé, estime le ministre, a été «sans succès».

«L'adhésion à l'Open sky signifie la mort d'Air Algérie»

Le ministre écartera, par ailleurs, toute adhésion de l'Algérie à l'Open Sky, ce qui signifie, pour lui, «la prière du mort pour Air Algérie» qui ne pourra pas résister aux compagnies européennes qui auront, de ce fait, «toute latitude de charger des avions et de les envoyer en Algérie».

Au sujet du transport urbain, majoritairement assuré par le privé, le ministre des Transports pense qu'il est dans le besoin d'une meilleure organisation et refuse d'admettre l'anarchie pourtant palpable qui le caractérise. Ceci avant que ce dernier ne se contredise en reconnaissant que «de nombreux transporteurs refusent de quitter la station avant de faire le plein de voyageurs ou encore en faisant part des «connivences entre celui qui gère la gare ou la station et le transporteur». Des réflexes hérités du désordre des années 90 qui a vu l'administration se désengager de la gestion de stations, faute de sécurité. Mission dévolue depuis, aux syndicats des transporteurs.

Et à Tou de reconnaître toute la difficulté d'y remédier et d'y mettre de l'ordre. D'où, dira-t-il, l'adoption d'une démarche progressive tant les transporteurs ont acquis bien d'habitudes et de réflexes dont il est difficile de se



Photo : Samir Sid

départir. Pour ce haut responsable, l'organisation du secteur des transports passe par la construction de nouvelles gares routières, de stations urbaines et l'aménagement d'aires de stationnement. Ce qui se fait avec, dira-t-il, la réception progressive de gares routières dans les chefs-lieux de wilaya, ceci en sus de parkings dont cinq sont en cours de réalisation sur les sept programmes au niveau de la capitale.

Il y a aussi, poursuivra-t-il, la mise en place progressive d'une autorité d'organisation des transports urbains pour les neuf grandes villes du pays. Le ministre des Transports évoquera

aussi la stratégie des pouvoirs publics basée sur la densification du transport public de masse, notamment dans les grandes villes du pays qui seront dotées progressivement du tramway adapté, selon lui, à nos villes. Et à Tou d'évoquer les trois tramways en construction à Alger (la ligne Bordj El Kiffan-Dergana réceptionnée fin 2013, Oran (mise en service à blanc en mars), Constantine (mise en service en avril) avec projets de doter six autres villes, Annaba, Sétif, Batna, Ouargla, Mostaganem et Sidi Bel Abbès au moment où huit autres lignes de tramways sont en étude de faisabilité.

Nous avons terminé le tunnel Haï el Badr-El Harrach. Nous espérons avoir d'ici 2020, un métro de 40 km et un tramway de 40 km, qui se rencontrent à la station des Fusillés et à Draria.

Pas de baisse du prix du ticket du métro «pour le moment»

Pour ce qui est du métro d'Alger, Amar Tou n'écarte pas une éventuelle révision à la baisse du prix du ticket, estimant que cela n'est pas prévu pour le moment. Et au ministre de préciser que le coût réel de ce ticket est de 84 DA au moment où le voyageur qui prend le métro occasionnellement paie 50 DA, ceux qui ont une carte hebdomadaire ou mensuelle paient moins en faisant autant de voyages qu'ils veulent.

Le ministre des Transports reviendra également sur le terrorisme routier, estimant que la sensibilisation, à elle seule, ne paie pas et qu'il fallait peut-être trouver un équilibre entre la répression et la sensibilisation.

D'où, l'espoir de voir aboutir d'ici la fin de l'année, le permis à points qui sera, dans un premier temps, précisera-t-il, de portée pédagogique avec l'enregistrement dans un fichier national en cours de finalisation, des infractions de tout conducteur qui seront à la disposition des commissions administratives de retrait de permis de conduire, qui auront à statuer sur la nature des sanctions à infliger.

M. K.

MANQUE DE SÉCURITÉ DANS LES TRAINS

Les chefs de train et contrôleurs de route en colère

Le personnel d'accompagnement des trains (chefs de train et contrôleurs de route) de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) exigent plus de sécurité dans les locomotives. Ils plaident pour l'installation de sites de services de sécurité permanents.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les chefs de train et contrôleurs de route de la SNTF ont observé, ce lundi, à Alger, un mouvement de protestation de deux heures. Objectif : dénoncer le manque de sécurité à l'intérieur des trains.

«En quinze jours, deux de nos agents ont été agressés à l'intérieur du train alors qu'ils accomplissaient leur mission», dira l'inspecteur de trains de la gare d'Alger.

Selon ce responsable, la première agression remonte au 7 novembre dernier, quand quatre individus ont agressé un contrôleur dans le train Alger-Khemis Miliana. «L'agression a eu lieu vers 17h40, près d'El Harrach. Le contrôleur a été agressé à l'aide d'une barre de fer.

Il s'en est sorti avec des points de suture à la tête et une fracture à la colonne vertébrale», a-t-il précisé. La seconde agression s'est pro-

duite le 28 novembre dernier dans le train Alger-Béjaïa, sur le tronçon Boumerdès-Bouira.

«L'agent a été violemment agressé par un voyageur qui avait refusé de payer son billet», rapporte-t-il.

Face à ces agressions répétées, le personnel d'accompagnement des trains a décidé d'observer un arrêt de travail de deux heures.

«Par cette action, nous avons voulu protester contre les agressions dont sont victimes nos collègues et attirer l'attention de l'administration et des services de sécurité sur ce phénomène devenu récurrent ces dernières années», explique le cheminot.

Tout en rappelant l'existence d'une brigade mobile de gendarmerie, dédiée spécialement à la SNTF et opérationnelle depuis une année à Alger, il estime que celle-ci ne peut assurer l'ensemble des besoins de



Photo : Samir Sid

sécurité des trains et voyageurs. Il a ajouté que seule l'implantation de sites permanents de police ou de gendarmerie dans les gares pourrait mettre fin au problème sécuritaire dans les trains.

«Nous espérons recevoir le site de Blida et celui de Boumerdès prochainement», dira-t-il.

«C'est dans ce sens-là que le directeur régional de

la SNTF nous a promis de renforcer la sécurité dans les trains à partir de dimanche prochain», poursuit-il. Une mission qui sera assurée par les agents de la protection du patrimoine de la SNTF. Ce dispositif concernera les trains régionaux, précisément ceux de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Sétif, Bouira, Khemis Miliana et Batna.

R. N.

GIPLAIT RENONCE
À LA GRÈVE

Pas de pénurie de lait en sachet en vue

Le spectre de la pénurie de lait est finalement éloigné. La Coordination nationale des filiales du groupe Giplait gèle la grève de cinq jours qui devait commencer aujourd'hui.

L'arrêt de travail des unités Giplait, principal producteur de lait en sachet, n'aura finalement pas lieu. La Coordination nationale des filiales du groupe Giplait, sous l'égide de l'Union nationale des travailleurs des industries agroalimentaires, a renoncé au mouvement de contestation suite à une réunion tenue dimanche sous la présidence du secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural en présence du directeur général du groupe Giplait. Dans un communiqué rendu public hier, la Coordination nationale des filiales du groupe Giplait explique sa décision par «l'ouverture des canaux de dialogue et de concertation et la satisfaction d'une partie de la plate-forme de revendications». Le syndicat reste néanmoins prudent et dit attendre de «connaître les suites réservées à l'augmentation des salaires». Ce même syndicat avait lancé le 20 novembre dernier un préavis de grève réclamant, notamment, l'augmentation des salaires des travailleurs du groupe Giplait, le droit d'être représenté au Conseil d'administration du groupe et la réintégration des travailleurs licenciés de la filiale des Arribs, dans la wilaya de Aïn Defla. Ces travailleurs, affirme le secrétaire général de la Coordination nationale des filiales du groupe Giplait, sont en possession de décisions de justice ordonnant leur réintégration à leurs postes de travail. Avec ses 16 filiales, le groupe Giplait possède une capacité de production de 1,4 milliard de litres par an. Sa production journalière est estimée à près de 3 millions de litres par jour. Les besoins en lait au niveau de la capitale sont, à titre d'exemple, presque entièrement couverts par sa filiale Colaital. Celle-ci produit, à elle seule, près de 70% de lait consommé au niveau de la capitale, soit une production de 550 000 litres par jour. L'annonce de la grève avait fait craindre le retour des pénuries du lait en sachet. Cette dernière n'aura finalement pas lieu.

Nawal Imès